

**La revue française
de service social**

Parution trimestrielle n° 219 / décembre 2005

Travailleurs Sociaux sous contrôle ?

Lois "Perben" et Travail social



des clés pour agir...

ANAS

Sommaire

Editorial	4
Didier Dubasque	

I – Prévention de la délinquance et lois « Perben » quels effets sur le travail social ?

Les principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile (Principes directeurs de Riyad)	8
La Loi Perben II : que reste-t-il du secret professionnel ?	17
par Marie-Claude EGLIN Commission Déontologie de l'ANAS	

II – Réalités de terrain : L'affaire de Montpellier

Histoire d'une dérive sécuritaire dans un Contrat Local de Sécurité	22
par Emmanuel SAMSON, Laurent PUECH, ANAS Languedoc-Roussillon	
Courrier au 1 ^{er} Ministre	28
La réponse du directeur des Affaires Criminelles et des Grâces.....	29
Le communiqué publié à l'issue de la réponse du ministère de la justice .	33
Construire une action collective en vue de dénoncer les illégalités ou les dérives d'un contrat local de sécurité (CLS)	34
par Elsa Melon, Emmanuel Samson avec la participation d'Estelle Massal et d'Emilie Villefranque	

III – Des outils pour agir face à la nouvelle législation

Le secret professionnel, une peau de chagrin	42
par Jacqueline Duno, conseillère, présidente de chambre à la cour d'Appel de Versailles	
Loi Perben II : Comment se positionner face à une demande de renseignements émanant de la police ou de la gendarmerie ?	46
Par Emmanuel SAMSON et Laurent PUECH	
Fiches techniques ANAS	52
par Cristina de Robertis, section ANAS du Var, Didier Dubasque	
– Fiche 1 : Les professions et métiers du travail social en France	53
– Fiche 2 : Les missions du travail social.....	55
– Fiche 3 : Le secret professionnel, secret partagé	57
– Fiche 4 : les conditions de l'efficacité du travail social.....	60
– Fiche 5 : La délinquance	61
– Fiche 6 : Nos propositions en matière de prévention de la délinquance	63
– Fiche 7 : exemple de charte de déontologie dans le cadre d'un CLS.....	69
(Contrat Local de Sécurité) - Charte proposée par l'ANAS Languedoc-Roussillon	

IV – Regards et analyses suite à la crise sociale dans les banlieues

« Travailler avec les quartiers en difficulté »	72
entretien avec l'auteur, Carole Dane par Marie Thérèse Paillusson	74
Communiqué du Conseil Supérieur de Travail Social	79

V – Vie de l'ANAS

Nous avons reçu :

La Prévention : Concept, politiques, pratiques en débat	84
sous la direction de Brigitte BOUQUET	
Une Politique de l'Enfance - Du patronage au centre de loisirs -	85
par Francis Lebon	
Les postiers déracinés - Provinciaux, antillais...	86
par Marie-Christine Magnaval	

Communications :

« La formation des travailleurs sociaux à la croisée des interventions sociales d'insertion et des politiques sociales ou Comment faire participer le travailleur social au changement social »	87
par Marie-Geneviève MOUNIER	
Avis technique du CNAD Comité national des avis déontologiques	98
Etre assistant social, une remise en cause de la domination masculine ?.	101
par A. Brout, H. Clique, L. Godreau, E. Gours, S. Sénéchal	
Analyse et « mode d'emploi » de la circulaire relative aux modalités de la formation préparatoire au diplôme d'Etat d'assistant de service social	105
Par Thérèse Guichet	
EDITH CERZUELLE assistante sociale « Juste parmi les Nations »	114
par Eliane Leplay	
Abonnements et Contacts	118

Editorial

Les lois dites « sécuritaires » ne sont pas sans conséquences sur les pratiques professionnelles. Si les lois « Perben », du nom d'un ancien ministre de la justice, apparaissent comme emblématiques, c'est bien un ensemble de lois mais aussi de mesures mises en œuvre au quotidien qui interrogent aujourd'hui nos modalités d'intervention. Ainsi notre rapport aux usagers serait mis en cause. Il ne s'agirait plus de faire avec eux mais plutôt de faire sans eux dans le cadre d'actions de prévention. Repérer les dysfonctionnements familiaux, échanger des informations avec des collègues, des enseignants, mais aussi des policiers, des professionnels « faisant fonction » et des bénévoles. Tout cela sans que les personnes concernées soient associées ni même dans certains cas informées... Mais que veut-on de nous au nom de la prévention ?

En matière de prévention de la délinquance nous nous référons aux principes directeurs des Nations Unies. Nous les publions dès le début de ce numéro pour rappeler notre cadre de référence sur cette question. Il nous faut avoir en tête ces principes pour construire de bonnes pratiques. Marie Claude Eglin nous précise ensuite en quoi les effets des lois « Perben » mettent en cause non seulement ces « bonnes pratiques » mais aussi le secret professionnel auquel nous sommes tant attachés. Ce secret devient « peau de chagrin » nous rappellera Jacqueline Duno, magistrate à la cour d'appel de Versailles. Nous constatons non seulement une législation qui se durcit de jour en jour, mais aussi de « graves entorses » faites à la loi. Ainsi l'affaire de Montpellier est-elle là pour nous rappeler que le déni de droit existe au nom de l'opérationalité, mais aussi qu'il est possible d'agir efficacement pour faire cesser des dérives inacceptables. Le travail de la section ANAS Languedoc Roussillon sur ce dossier est exemplaire. Il nous montre une voie à suivre : celle où les travailleurs sociaux forts de principes clairement identifiés agissent pour le respect des personnes, des familles et des groupes sociaux fortement stigmatisés. Mieux encore nos collègues Elsa Melon et Emmanuel Samson ont réalisé un « petit manuel » tout à fait pratique vous permettant de construire des actions collectives susceptibles de mettre un frein aux dérives dont vous êtes peut-être témoin.

Ce Numéro 219 de la revue française de service social se veut avant tout un outil pour les travailleurs sociaux qui défendent une autre conception de la prévention. Ces outils sont multiples.

Très concrètement, Laurent Puech et Emmanuel Samson nous proposent un positionnement professionnel face à une demande de renseignements émanant de la police ou de la gendarmerie. Mais pourquoi agir ainsi, demanderont certains ? Les fiches techniques ANAS que nous publions y répondent. Elles ont été remises aux parlementaires pour rappeler les éléments essentiels constitutifs du travail social ainsi que nos propositions en matière de prévention de la délinquance.

Forts de nos responsabilités, nous avons même proposé une charte de déontologie telle qu'elle a été élaborée sur le terrain. Et si celle-ci a été validée par les services d'un Conseil Général nous ne pouvons que regretter que d'autres institutions, et non des moindres, aient choisi de ne pas s'y référer.

Actualité oblige, dans la 4^e partie de ce numéro, nous vous présentons un regard et une analyse suite à la crise sociale dans les banlieues. En effet, notre collègue et amie Carole Dane a récemment publié un ouvrage intitulé « Travailler avec les quartiers en difficulté » qui rappelle que face à la violence nous pouvons apporter d'autres réponses que la répression et

la stigmatisation médiatique. Le Conseil Supérieur de Travail Social s'est lui aussi penché sur la question de la crise sociale urbaine. Nous vous livrons ses réflexions auxquelles nous souscrivons complètement notamment en matière de propositions. N'hésitez pas à vous servir de ces textes.

La dernière partie « vie de l'ANAS » est aussi très riche avec des communications diverses et toutes intéressantes. Mais signalons toutefois 2 textes essentiels et particulièrement bien documentés. Ils traitent tous 2 de la formation des assistant(e)s de service social. Marie Geneviève Mounier nous décrit comment les futurs professionnel(le)s peuvent être formés pour être de véritables acteurs du changement social. Autre texte essentiel à lire avec attention, l'article de Thérèse Guichet. C'est une synthèse sous forme d'analyse particulièrement réussie de la circulaire relative aux modalités de formation des assistant(e)s de service social. Un outil précieux pour les responsables de formation et les enseignants qui trouveront là des réponses aux questions qu'ils se posent actuellement.

Didier Dubasque



Programme 2006-2007



Journées Nationales d'Etudes

9-10 novembre 2006 au Centre de Congrès d'Angers

Accompagnement Social et Responsabilité Professionnelle

Séminaire de formation sur deux jours alternant les temps d'apports théoriques et les ateliers, restauration intégrée pour permettre des échanges non-stop.

Prolongation

samedi 11 novembre au centre du lac de Maine
Journée de réflexion sur le positionnement professionnel au regard de la protection de l'enfance, la prévention de la délinquance et le partenariat.

Tarifs :

- Pour les deux premiers jours, déjeuners compris : 450€ avant le 01/09/06, 495€ après cette date
- Pour une journée : 250€
- Prolongation : 30€ (adhérents) ou 50€
- Les 3 jours : 525€

Contact : J.-M. Pierre 06 12 70 48 46 ou 44anas@wanadoo.fr
Réservation hôtelière assurée par le centre de congrès d'Angers

Formation 2007

Journées Etude du Travail
7-8 juin 2007 à Paris

Le thème, dans la suite des JET 2005, « Evolution du monde du travail, évolution du service social du travail » est en cours d'élaboration et s'oriente sur :

« le partenariat et l'identité professionnelle de l'assistante sociale du travail et le travail en partenariat en entreprise ».

Séminaire de formation sur deux jours, alternant les temps d'apports théoriques et les ateliers, restauration intégrée pour permettre des échanges non-stop.

Tarifs :

- Pour les deux jours, déjeuners compris : 470€ (avant le 31/01/07)
- 500€ après cette date

Contact : C.Banlin 06 07 67 56 82
ou anasbanlin@wanadoo.fr

* département formation de l'Association Nationale des Assistants de Service social